

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 OCTOBRE 1919.

Projet de loi

relatif à la rémunération des familles de miliciens (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. BUYL.

MESSIEURS,

Il résulte de l'article premier du projet de loi que les dispositions des lois du 30 août 1913 et du 4 août 1914, ainsi que des arrêtés-lois sur la matière sont abrogées. M. le Ministre de l'Intérieur nous a fait remarquer que des miliciens de la levée spéciale de 1919 étant rentrés sous les armes, il y a lieu de faire rétroagir les dispositions nouvelles à la date de la promulgation de la loi sur le recrutement de la levée de 1919.

Nous vous proposons donc de dire à l'article premier : « sont abrogées à partir du 1^{er} mars 1919 les dispositions des lois du 30 août..., etc. ».

*
* *

MM. les Ministres de la Guerre et de l'Intérieur proposent par voie d'amendement de modifier l'article 2, § 3 dans le sens suivant :

Remplacer les mots « *jusqu'à la conclusion de la paix* » par les mots « JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1919 ».

Cet amendement est basé sur le fait que MM. les Ministres de la Guerre et de l'Intérieur ont l'impression que la loi sur les pensions militaires n'entrera vraisemblablement pas en vigueur avant le 1^{er} janvier 1920.

Nous vous proposons, Messieurs, d'amender le § III de l'article 2 dans un sens plus large encore et de remplacer les mots « *jusqu'à la conclusion de la paix* » par les mots « JUSQU'AU JOUR OU LA LOI NOUVELLE SUR LES PENSIONS MILITAIRES ENTRERA EN VIGUEUR ».

(1) Projet de loi n° 194.

(2) La Section Centrale, présidée par M. Poullé, était composée de MM. Buyl, Van Cauwenbergh, Brifaut, Pirmez, Dony, Galopin.

Il est, en effet, à remarquer que d'après le projet, l'indemnité reste due aux familles des militaires pendant 3 mois au taux plein et ensuite pendant 3 mois au taux réduit à partir de la date du congédiement ou de l'envoi en congé illimité.

Or, les miliciens envoyés en congé illimité, par exemple le 1^{er} juillet 1919, ont encore droit à la rémunération militaire jusqu'au 31 décembre 1919, alors que par suite de leur licenciement ils peuvent déjà par leur travail coopérer au bien-être de leur famille.

Il n'en est malheureusement pas de même des pensionnés ou licenciés par réforme qui sont pour la plupart inaptes au travail. D'autre part, les familles des militaires décédés sont entièrement privées de l'aide que leur procurait le militaire.

Il serait donc légitime de mettre les familles de ces derniers autant que possible à l'abri du besoin jusqu'au jour où leur situation se trouverait définitivement réglée par la loi.

Déjà avant la réunion de la Section centrale, MM. les Ministres de la Guerre et de l'Intérieur étaient d'accord pour prolonger le paiement aux familles de militaires décédés ou réformés. Nous estimons qu'il y a lieu de venir équitablement en aide aux familles intéressées jusqu'au jour où la loi sur les pensions militaires sortira ses effets et nous vous proposons en conséquence d'adopter l'amendement de la Section centrale.

L'article 3 assimile le militaire marié qui fait opposition au paiement de l'indemnité à sa femme, convaincue de mauvaise conduite, pour autant qu'elle ne conserve pas la garde des enfants, au militaire veuf ou divorcé.

L'examen de la situation des militaires dont il s'agit a attiré l'attention de la Section centrale sur une anomalie qui existe dans cette situation et à laquelle il serait peut-être possible de remédier par voie d'amendement à l'occasion du vote de la présente loi.

En vertu des instructions en vigueur, lorsqu'un militaire veuf ou divorcé n'a pas de descendant, la rémunération militaire est payée à ses parents, à raison de fr. 1.25 par jour (taux du militaire célibataire). Arrêté-loi du 17 septembre 1916.

Par contre, si le militaire, veuf ou divorcé a des enfants à sa charge l'indemnité n'est due aux personnes qui ont la garde des enfants qu'à raison de fr. 0.50 par jour et par enfant.

Il en résulte, par exemple, que les parents du militaire veuf ou divorcé touchent fr. 1.25 par jour si leur fils n'a pas de descendance et ne touchent plus que respectivement fr. 0.50 ou 1 franc par jour s'ils ont la garde et par conséquent la charge de un ou deux enfants du militaire.

Cette situation anormale est d'autant plus caractéristique si on la compare à d'autres dispositions en vigueur et qui allouent depuis le 15 octobre 1916, une indemnité de fr. 1.25 par jour et par enfant à la personne qui entretient les frères et sœurs d'un militaire lorsque ceux-ci sont orphelins ou abandonnés et âgés de moins de 16 ans ou infirmes.

Le service d'un militaire peut donc procurer une indemnité de fr. 1.25 par jour au profit de ses frères et sœurs et ne peut procurer que fr. 0.50 par jour d'entretien de ses propres enfants.

Aussi la Section centrale a-t-elle cru devoir déposer un amendement au projet de loi et propose d'ajouter un article additionnel ainsi conçu :

ART. 3^{bis} (nouveau).

« L'indemnité de fr. 0.50 par enfant payée à la personne qui a la garde des enfants du militaire veuf ou divorcé est portée à fr. 1.25 par enfant de moins de 16 ans ou infirme, avec effet rétroactif à la date du 15 octobre 1916. »

ART. 3^{bis} (nieuw).

« De vergoeding van fr. 0.50 per kind, uitgekeerd aan den persoon aan wien zijn toevertrouwd de kinderen van den militair, weduwnaar of uit den echt gescheiden, wordt verhoogd tot op fr. 1.25 per kind, dat minder dan 16 jaar oud of gebrekkig is, met terugwerkende kracht op den datum van 15 October 1916. »

Dans plusieurs sections, des membres ont émis l'avis qu'il y avait lieu de prendre en considération la situation des familles indigentes qui se trouvent privées de leur soutien par suite de l'appel sous les armes de la levée de 1919.

Il est à remarquer que la loi du 1^{er} mars 1919 sur le recrutement relative à la levée spéciale de 1919, prévoit une disposition en faveur des fils pourvoyants et réduit à 4 mois le service de ceux-ci.

Mais, d'autre part, les miliciens mariés sont astreints à un service normal complet. Beaucoup de ces derniers sont père de famille. Dans ces conditions la Chambre estimera peut-être qu'il y a lieu de prévoir en faveur de ces derniers une disposition spéciale et la Section centrale propose l'amendement suivant :

Dispositions particulières.

ART. 6^{bis} (nouveau).

« Les allocations prévues par la loi du 4 août 1914 modifiées par l'arrêté-loi du 17 septembre 1916 sont maintenues en faveur des enfants du militaire marié appartenant à la levée spéciale de 1919. Subsidiairement sont également maintenues pour les militaires de cette levée, les dispositions relatives aux enfants des militaires, veufs ou divorcés et aux enfants naturels reconnus. Dans ce dernier cas, la date de la reconnaissance doit être antérieure au

Bijzondere bepalingen.

ART. 6^{bis} (nieuw).

« De tegemoetkomingen, voorzien bij de wet van 4 Augustus 1914 en gewijzigd bij het besluit-wet van 17 September 1916, worden behouden ten voordeele van de kinderen van den gehuwden militair die tot de bijzondere lichting van 1919 behoort. In de tweede plaats worden voor de militairen dezer lichting eveneens behouden de bepalingen betreffende de kinderen der militairen, weduwnaars of uit den echt gescheiden, en de natuurlijke erkende kin-

» 19 juillet 1919, date de l'appel
» sous les armes des miliciens des
» classes de 1914 et 1915 ».

» deren. In dit laatste geval moet
» de erkenning vóór 19 Juli 1919
» hebben plaats gehad, op welken
» datum de militieplichtigen der
» klassen van 1914 en 1915 werden
» onder de wapens geroepen. »

La Section centrale propose à la Chambre de voter la loi projetée avec les modifications qu'elle lui soumet sous forme d'amendements.

Le Rapporteur,

A. BUYL.

Le Président,

P. POULLET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 OCTOBER 1919.

Wetsontwerp op de vergelding voor de familiën der militieplichtigen (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BUYL.

MIJNE HEEREN,

Uit het eerste artikel van het wetsontwerp blijkt dat de bepalingen der wetten van 30 Augustus 1913 en van 4 Augustus 1914, alsmede de besluitwetten betreffende deze zaak worden ingetrokken. De Minister van Binnenlandsche Zaken deed ons opmerken dat, aangezien militieplichtigen der bijzondere lichting van 1919 weder dienst hadden genomen, het noodig is dat de nieuwe bepalingen terugwerkende kracht hebben tot op den datum van de afkondiging der wervingswet voor de lichting van 1919.

Wij stellen u dus voor, den aanhef van het eerste artikel te doen luiden : « Worden *vanaf 1 Maart 1919* ingetrokken de bepalingen der wetten van 30 Augustus..., enz. »

*
* *

Bij wijze van amendement stellen de Ministers van Oorlog en van Binnenlandsche Zaken voor, artikel 2, § 3, te wijzigen als volgt :

« De woorden : « *tot bij de vredessluiting* » te vervangen door de woorden : « TOT 31 DECEMBER 1919 ».

Dit amendement steunt op het feit, dat de Ministers van Oorlog en van Binnenlandsche Zaken meenen dat de wet op de militaire pensioenen waarschijnlijk niet vóór 1 Januari 1920 in werking treden zal.

Wij stellen u voor, § III van artikel 2 in een nog ruimeren zin te wijzigen en de woorden : « *tot bij de vredessluiting* » te vervangen door de woorden : « TOT DEN DAG WAAROP DE NIEUWE WET OP DE MILITAIRE PENSIOENEN IN WERKING TREEDT ».

(1) Wetsontwerp, n^o 194.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Poulet, bestond uit de heeren Buyl, Van Cauwenbergh, Brifaut, Pirmez, Dony en Galopin,

Het valt inderdaad te bemerken dat, naar luid van het ontwerp, de vergoeding aan de familiën der militairen gedurende drie maanden verschuldigd blijft tot het volle bedrag en vervolgens, gedurende drie maanden, tot het verminderd bedrag vanaf den datum van het afdanken of van het onbepaald verlof.

Nu, de militieplichtigen die, bij voorbeeld op 1 Juli 1919, met onbepaald verlof huiswaarts gezonden werden, hebben nog recht op de militaire vergoeding tot 31 December 1919, hoewel zij, dank zij hun ontslag, reeds door hun arbeid tot het welzijn van hun gezin kunnen bijdragen.

Ongelukkiglijk geldt dit niet voor de wegens afkeuring gepensioneerden of ontslagenen, waarvan de meesten ongeschikt zijn voor den arbeid. Anderzijds zijn de gezinnen van de overleden militairen volkomen beroofd van den steun, dien de militair hun bezorgde.

Het ware dus billijk de gezinnen dezer laatsten zooveel mogelijk buiten gebrek te stellen tot den dag waarop hun toestand door de wet voorgoed zou geregeld zijn.

Reeds vóór de vergadering der Middenafdeeling waren de Ministers van Oorlog en van Binnenlandsche Zaken het eens om de betaling aan de gezinnen van overleden of afgekeurde militairen te verlengen. Wij zijn van gevoelen, dat men aan de belanghebbende gezinnen op billijke wijze moet te hulp komen tot den dag waarop de wet op de militaire pensioenen zal van kracht zijn; wij stellen u bijgevolg voor, het amendement van de Middenafdeeling aan te nemen.

Door artikel 3 wordt de gehuwde militair, die zich verzet tegen de uitbetaling der vergelding aan zijn vrouw, uit hoofde van haar slecht gedrag, in zooverre zij met de zorg voor de kinderen niet belast blijft, gelijkgesteld met den militair, weduwnaar of uit den echt gescheiden.

Bij het onderzoek van den toestand der betrokken militairen werd de aandacht der Middenafdeeling gevestigd op eene ongerijmdheid, welke in dezen toestand bestaat en die wellicht te verhelpen ware bij wijze van amendement, wanneer deze wet in behandeling komt.

Krachtens de van kracht zijnde onderrichtingen wordt, wanneer een militair, weduwnaar of uit den echt gescheiden, geen kinderen heeft, de militaire vergelding aan zijne ouders uitbetaald tegen 1 fr. 25 daags (bedrag van den ongehuwden militair). Besluit-wet van 17 September 1916.

Daarentegen, indien de militair, weduwnaar of uit den echt gescheiden, kinderen te zijnen laste heeft, is de vergelding aan de personen, die voor de kinderen moeten zorgen, slechts verschuldigd tegen 0 fr. 50 per dag en per kind.

Daaruit volgt, b. v., dat de ouders van den militair, weduwnaar of uit den echt gescheiden, 1 fr. 25 per dag trekken, indien hun zoon geen kinderen heeft, en onderscheidenlijk nog slechts 0 fr. 50 of 1 frank daags, indien zij moeten zorgen voor en dus den last hebben over een of twee kinderen van den militair.

Deze abnormale toestand is des te meer kenmerkend, indien men hem vergelijkt met andere van kracht zijnde bepalingen, krachtens welke, sedert

15 October 1916, eene vergelding van 1 fr. 25 *per dag en per kind* wordt toegekend aan den persoon die zorgt voor de broeders en zusters van een militair, wanneer deze weezen of verlaten kinderen zijn, minder dan 16 jaar oud of gebrekkig.

Wegens den dienst van een militair kan dus worden verleend eene vergelding van fr. 1.25 daags ten bate van zijne broeders en zusters en van slechts fr. 0.50 per onderhoudsdag voor zijne eigene kinderen.

Ook meende de Middenafdeeling een amendement op het wetsontwerp te moeten indienen en stelt zij voor, een nieuw artikel toe te voegen, luidende:

ART. 3^{bis} (nouveau).

« L'indemnité de fr. 0.50 par enfant payée à la personne qui a la garde des enfants du militaire veuf ou divorcé est portée à fr. 1.25 par enfant de moins de 16 ans ou infirme, avec effet rétroactif à la date du 15 octobre 1916. »

ART. 3^{bis} (nieuw).

« De vergoeding van fr. 0.50 per kind, uitgekeerd aan den persoon aan wien zijn toevertrouwd de kinderen van den militair, we-
« darnaar of uit den echt gescheiden, wordt verhoogd tot op fr. 1.25 per kind, dat minder dan 16 jaar oud of gebrekkig is, met terugwerkende kracht op den datum van 15 October 1916. »

In verscheidene afdeelingen waren leden van gevoelen dat men den toestand der behoeftige gezinnen, die hun kostwinner hebben verloren ten gevolge van het onder de wapens roepen der lichting van 1919, dient in aanmerking te nemen.

Het valt te bemerken dat de wet van 1 Maart 1919 op de werving, met betrekking tot de bijzondere lichting van 1919, eene bepaling voorziet ten bate der zonen kostwinners en hun diensttijd tot op 4 maanden verkort.

Doch de gehuwde militieplichtigen zijn, anderzijds, tot een normalen volledigen dienst verplicht. Velen dezer zijn huisvaders. Onder deze omstandigheden zal de Kamer het wellicht noodig achten, te hunnen voordeele een bijzondere bepaling in de wet op te nemen; ook stelt de Middenafdeeling het volgende amendement voor :

Dispositions particulières.

ART. 6^{bis} (nouveau).

« Les allocations prévues par la loi du 4 août 1914 modifiées par l'arrêté-loi du 17 septembre 1916 sont maintenues en faveur des enfants du militaire marié appartenant à la levée spéciale de 1919. Subsidiairement sont également

Bijzondere bepalingen.

ART. 6^{bis} (nieuw).

« De tegemoetkomingen, voorzien bij de wet van 4 Augustus 1914 en gewijzigd bij het besluit-wet van 17 September 1916, worden behouden ten voordeele van de kinderen van den gehuwden militair die tot de bijzondere lichting

» maintenues pour les militaires de
» cette levée, les dispositions rela-
» tives aux enfants des militaires,
» veufs ou divorcés et aux enfants
» naturels reconnus. Dans ce der-
» nier cas, la date de la reconnais-
» sance doit être antérieure au
» 19 juillet 1919, date de l'appel
» sous les armes des miliciens des
» classes de 1914 et 1915 ».

» van 1919 behoort. In de tweede
» plaats worden voor de militairen
» dezer lichting eveneens behouden
» de bepalingen betreffende de kin-
» deren der militairen, weduw-
» naars of uit den echt gescheiden,
» en de natuurlijke erkende kin-
» deren. In dit laatste geval moet
» de erkenning vóór 19 Juli 1919
» hebben plaats gehad, op welken
» datum de militieplichtigen der
» klassen van 1914 en 1915 werden
» onder de wapens geroepen. »

De Middenafdeeling stelt aan de Kamer voor, de ontworpen wet, met de door haar voorgestelde wijzigingen, te willen goedkeuren.

De Verslaggever,
A. BUYL.

De Voorzitter,
P. POULLET.

